



caf.fr

**POUVOIR ADJUDICATEUR
(ORGANISME CONTRACTANT)**

(ORGANISME DE DROIT PRIVE CHARGE D'UNE MISSION DE SERVICE PUBLIC)

CAF DES HAUTS-DE-SEINE
70-88 RUE PAUL LESCOP
92023 NANTERRE

**CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES
PARTICULIERES (C.C.A.P.)**

OBJET DE LA PROCÉDURE ADAPTÉE N° 04/2025

**PRESTATIONS D'ENTRETIEN DES ESPACES VERTS
EXTERIEURS DE LA CAF DES HAUTS-DE-SEINE**

MARCHE PASSE PAR PROCEDURE ADAPTEE EN APPLICATION DES DISPOSITIONS DES ARTICLES R2123-1, R2123-4 à 5 ET R2131-12 DU CODE DE LA COMMANDE PUBLIQUE

MARCHÉ RÉSERVÉ AUX ENTREPRISES ADAPTEES (EA) ET AUX ETABLISSEMENTS ET SERVICES D'AIDE PAR LE TRAVAIL (ESAT) OU STRUCTURES EQUIVALENTES EN APPLICATION DES ARTICLES L.2113-12 À L.2113-14 DU CODE DE LA COMMANDE PUBLIQUE.

Date d'établissement : 06/05/2025

SOMMAIRE

ARTICLE 1 : PARTIES CONTRACTANTES.....	3
ARTICLE 2 : OBJET DU MARCHÉ.....	3
ARTICLE 3 : REGLEMENTATION – CONDITIONS JURIDIQUES	3
3.1 : REGLEMENTATION	3
3.2 : CONDITIONS JURIDIQUES DU MARCHÉ.....	4
ARTICLE 4 : PIECES CONSTITUTIVES DU MARCHÉ	4
4.1 : PIECES PARTICULIERES.....	4
4.2 : PIECES GENERALES.....	4
4.3 : EXHAUSTIVITE DE LA LISTE DES PIECES CONTRACTUELLES	5
ARTICLE 5 : DATE D'EFFET - DUREE DU MARCHÉ	5
ARTICLE 6 : CONTENU DES PRESTATIONS.....	5
ARTICLE 7 : CONDITIONS GENERALES D'EXECUTION	6
7.1 : LIEUX D'EXECUTION DES PRESTATIONS	6
7.2 : COMMANDES.....	6
7.3 : MODALITES D'INTERVENTION	6
7.4 : ACCES AUX LOCAUX	6
7.5 : STATUT DU PERSONNEL	7
ARTICLE 8 : OBLIGATIONS DES PARTIES	7
ARTICLE 9 : OPERATIONS DE VÉRIFICATION ET DE RÉCEPTION	8
ARTICLE 10 : CONDITIONS FINANCIERES	9
10.1 : DEFINITION DES PRIX.....	9
10.2 : MOIS D'ETABLISSEMENT DES PRIX	9
10.3 : REVISION DES PRIX	9
10.4 : CLAUSE DE SAUVEGARDE.....	9
10.5 : CLAUSE BUTOIR.....	10
ARTICLE 11 : LIQUIDATION DES DEPENSES.....	10
11.1 : FACTURATION	10
11.2 : DELAI GLOBAL DE PAIEMENT	11
11.3 : MODALITES DE PAIEMENT	11
11.4 : TAXES	11
ARTICLE 12 : SOUS-TRAITANCE.....	11
12.1 : DISPOSITIONS APPLICABLES AU TITULAIRE.....	11
12.2 : DISPOSITIONS APPLICABLES AUX SOUS-TRAITANTS.....	12
ARTICLE 13 : PROTECTION DE LA MAIN D'ŒUVRE ET DES CONDITIONS DE TRAVAIL.....	13
13.1 : MESURES D'ORDRE SOCIAL	13
13.2 : MESURES PARTICULIERES D'HYGIENE ET DE SECURITE	14
ARTICLE 14 : PÉNALITÉS.....	14
ARTICLE 15 : ASSURANCE.....	14
ARTICLE 16 : MISE EN RÉGIE ET RESILIATION.....	15
16.1 : MISE EN REGIE.....	15
16.2 : RESILIATION.....	15
ARTICLE 17 : CESSION OU NANTISSEMENT DE CREANCES	15
ARTICLE 18 : CHANGEMENT DE SITUATION DU TITULAIRE	16
ARTICLE 19 : OBLIGATIONS FISCALES ET SOCIALES – LUTTE CONTRE LE TRAVAIL ILLÉGAL.....	16
ARTICLE 20 : LANGUE	16
ARTICLE 21 : REGLEMENT DE LITIGES.....	17
ARTICLE 22 : DEROGATIONS	17

ARTICLE 1 : PARTIES CONTRACTANTES

Les parties contractantes sont :

- D'une part, la Caf des Hauts-de-Seine, (Caf 92), dont le siège social est situé au : 70-88, rue Paul Lescop -92023 NANTERRE CEDEX, désigné dans le marché par « l'Organisme contractant » ou « le Pouvoir adjudicateur ». L'Organisme contractant est représenté à la signature du marché et pour tout avenant éventuel par son Directeur Général ou son délégué.

Tous les règlements des sommes dues au titre du marché sont assurés par Directeur Comptable et Financier de l'Organisme contractant, même adresse, auquel doit être signifiée toute opposition éventuelle. Pour l'exécution, le suivi et la vérification de la bonne exécution des prestations, la Caf des Hauts-de-Seine sera représentée par son Pôle Logistique.

- D'autre part, l'entreprise, Titulaire du marché, désignée dans les documents contractuels par l'expression « le Titulaire » ou « le prestataire ».

ARTICLE 2 : OBJET DU MARCHÉ

Le présent Cahier des Clauses Administratives Particulières (C.C.A.P.) fixe les conditions du marché que l'organisme contractant entend passer pour l'entretien de ses espaces verts extérieurs, pour ses deux sites situés à Nanterre et Montrouge. Il a pour objet de compléter l'Acte d'Engagement et de définir les obligations des parties qui les ont acceptées pour l'exécution du présent marché.

L'exécution des prestations se fera dans le respect de l'environnement humain, matériel et naturel.

Le présent marché est passé conformément aux objectifs énoncés par la loi n° 2021-1104 du 22 août 2021 portant lutte contre le dérèglement climatique et renforcement de la résilience face à ses effets (dite loi « Climat et résilience ») incluant plusieurs mesures destinées à mieux prendre en compte le développement durable lors de la passation et l'exécution des contrats de la commande publique.

Le Titulaire prend note que la CAF des Hauts-de-Seine se réserve le droit de faire appel à la concurrence pour des prestations de nature spécifique (élagage d'arbres en hauteur notamment) par voie de procédure adaptée ou d'appel d'offres.

ARTICLE 3 : REGLEMENTATION – CONDITIONS JURIDIQUES**3.1 : REGLEMENTATION**

La présente procédure est passée sous la forme d'une procédure adaptée en application des dispositions de l'article L.2123-1 et du 1° de l'article R.2123-1 du Code de la commande publique.

Le marché est également passé en application de l'article L.124-4 du Code de la Sécurité sociale, de l'arrêté du 19 juillet 2018 relatif aux marchés des organismes de sécurité sociale et des dispositions du Code de la Commande publique. Il est régi par référence aux Cahiers des Clauses Administratives Générales et Techniques applicables aux Marchés Publics de Fournitures Courantes et de Services (C.C.A.G.F.C.S.) (Arrêté du 30 mars 2021 paru au Journal Officiel du 1^{er} avril 2021).

Conformément aux articles L.2113-12 à L.2113-14 du Code de la commande publique, la Caf des Hauts-de-Seine souhaite réserver l'exécution du présent marché à des entreprises adaptées mentionnées à l'article L.5213-13 du Code du travail, ou à des établissements et services d'aide par le travail mentionnés à l'article L.344-2 du Code de l'action sociale et des familles, ainsi qu'à des

structures équivalentes, lorsqu'ils emploient une proportion minimale, fixée à 50%, de travailleurs handicapés qui, en raison de la nature ou de la gravité de leurs déficiences, ne peuvent exercer une activité professionnelle dans des conditions normales.

Le présent marché n'est en revanche pas réservé aux entreprises de l'économie sociale et solidaire au sens de l'article L.2113-15 du Code de la Commande Publique.

3.2 : CONDITIONS JURIDIQUES DU MARCHÉ

3.2.1. Allotissement

La procédure n'est pas divisée en lots. En effet, en application des dispositions de l'article L.2113-10 de l'ordonnance n° 2018-1074 du 26 novembre 2018, l'acheteur a décidé de ne pas allotir la procédure, l'objet du marché ne permettant pas l'identification de prestations distinctes, en raison de leur nature même.

3.2.2. Forme du marché

Le présent marché est un marché à prix forfaitaires rémunérant les prestations planifiées et récurrentes, décrites au CCTP.

ARTICLE 4 : PIECES CONSTITUTIVES DU MARCHÉ

Le présent marché, constitué des documents contractuels définis ci-dessous, exprime les obligations contractuelles des parties. En cas de contradiction, ou de divergence entre plusieurs documents, ils prévalent dans l'ordre dans lesquels ils sont énumérés.

4.1 : PIECES PARTICULIERES

- L'Acte d'engagement du Titulaire et ses annexes 1 (DPGF) et 2 (Cadre de réponse technique) (AE, référencé n° 04/2025), avec, éventuellement, les engagements complémentaires souscrits au cours ou au terme de la période de mise au point, signé par le titulaire du marché, également signé par le représentant du pouvoir adjudicateur ;
- le présent Cahier des Clauses Administratives Particulières (C.C.A.P, référencé n°04/2025) dont seul l'exemplaire conservé par l'Organisme contractant fera foi ;
- le Cahier des Clauses Techniques Particulières (C.C.T.P, référencé n° 04/2025), et son annexe 1 (plans) dont seul l'exemplaire conservé par l'Organisme contractant fera foi ;
- les éventuels avenants ;
- les ordres de services ;
- les éventuels bons de commande ;
- les actes de sous-traitance ;
- l'offre technique du Titulaire.

4.2 : PIECES GENERALES

- L'ordonnance n° 2018-1074 du 26 novembre 2018 (JO du 05 décembre 2018) portant partie législative du code de la commande publique ;

- Le décret n° 2018-1075 du 3 décembre 2018 (JO du 05 décembre 2018) portant partie réglementaire du code de la commande publique ;
- L'arrêté du 19 juillet 2018 (JO du 27 juillet 2018), portant règlement sur les marchés publics passés par les Organismes de Sécurité Sociale ;
- Le Cahier des Clauses Administratives Générales applicables aux Marchés Publics de Fournitures et Services (C.C.A.G.F.C.S) (arrêté du 30 mars 2021) ;
- Les normes et règlements en vigueur.

4.3 : EXHAUSTIVITE DE LA LISTE DES PIECES CONTRACTUELLES

Les dispositions du présent marché prévalent sur celles qui figureraient sur les documents de réponse, lettres ou autres documents échangés entre le pouvoir adjudicateur et le titulaire préalablement à la signature du marché et qui ne figureraient pas dans les pièces listées ci-avant. Aucune réserve qui serait apportée aux pièces désignées ci-dessus lors de la remise de l'offre puis durant l'exécution du marché ne sera admise.

Aucune condition générale ou spécifique figurant dans les documents envoyés par le titulaire ne pourra s'intégrer au présent marché. Il en est ainsi sans que cette liste soit exhaustive des conditions figurant sur les factures et des conditions énoncées dans les documents commerciaux.

ARTICLE 5 : DATE D'EFFET - DUREE DU MARCHÉ

Le marché prendra effet à compter de la date de sa notification au titulaire, pour une période de **quarante-huit (48) mois**. Toutefois, durant cette durée, l'Organisme contractant aura la faculté de dénoncer le marché, à tout moment, par tout moyen matériel ou dématérialisé (courrier électronique) permettant de déterminer de façon certaine la date de sa réception, moyennant un préavis de trois (3) mois.

Par ailleurs, dans le cas où le titulaire ne respecterait pas ses obligations, le marché pourrait être résilié dans les conditions visées à l'article 15 du présent document.

ARTICLE 6 : CONTENU DES PRESTATIONS

Le Titulaire s'engage à réaliser dans le cadre du présent marché les prestations récurrentes d'entretien des espaces verts telles qu'elles sont fixées au marché. Le détail des prestations à réaliser et leurs modalités d'exécution sont indiqués au C.C.T.P. du marché.

En cas de nécessité, notamment à la suite d'intempéries ou d'événements imprévus, des prestations supplémentaires ou exceptionnelles (nettoyage ou ramassage de branchages après intempéries, évacuation d'un arbre tombé, remise en état, etc..), ne faisant pas l'objet des prestations périodiques décrites au C.C.T.P. et dans la décomposition du prix global et forfaitaire (DPGF), pourront être exécutées après acceptation d'un devis du titulaire et émission d'un ordre de service de la part de l'Organisme.

Le prix figurant sur le devis sera établi en cohérence avec les conditions économiques du marché.

ARTICLE 7 : CONDITIONS GENERALES D'EXECUTION**7.1 : LIEUX D'EXECUTION DES PRESTATIONS**

Les espaces verts à entretenir sont situés :

- Immeuble du siège social de la CAF sis 70/88 rue Paul Lescop – 92000 NANTERRE,
- 3 avenue Leon Gambetta – 92120 MONTRouGE.

Cette liste pourra faire l'objet de modifications en cours d'exécution du marché par retrait ou adjonction de sites et/ou de prestations à exécuter. L'ajout d'un site pourra être effectué après production d'un devis et passation d'un avenant. Le retrait d'un site sera effectué par tout moyen permettant de donner date certaine avec un préavis de 15 jours.

7.2 : ORDRE DE SERVICE

Après notification du marché, la Caf établira un ordre de service annuel couvrant les prestations récurrentes à réaliser dans l'année.

7.3 : MODALITES D'INTERVENTION

Préalablement à l'exécution des prestations, le titulaire du marché ou de l'accord-cadre devra fournir au représentant de l'Organisme le nombre ainsi que la liste nominative des personnes désignées par le titulaire pour l'exécution des prestations et les noms et qualification de la personne chargée de diriger l'intervention et d'encadrer le personnel. Il désigne un interlocuteur unique pour le suivi de l'exécution du marché.

Les modalités des interventions pour les prestations d'entretien des espaces verts des sites concernés seront fixées préalablement avec le Responsable du Pôle Logistique ou son représentant.

De manière générale, les prestations auront lieu pendant les heures ouvrées de l'Organisme contractant, indiquées au CCTP.

La périodicité des interventions est prévue au CCTP. Un planning d'intervention prévisionnel sera joint à l'offre, puis actualisé selon les prescriptions du CCTP. Les dates d'intervention validées par la CAF ne pourront être modifiées qu'avec son accord.

Le personnel du Titulaire remettra à chaque passage un bon d'intervention précisant la date, le lieu et les opérations effectuées.

7.4 : ACCES AUX LOCAUX

Le pouvoir adjudicateur confère au titulaire le droit d'accès dans ses locaux et ses sites pour la réalisation des prestations se déroulant à l'intérieur de ceux-ci, sous réserve du respect des conditions d'accès, de contrôle et de sécurité en vigueur dans l'établissement.

Le Titulaire devra former les personnels placés sous son autorité aux diverses consignes générales et particulières de sécurité propres au site d'intervention, qui lui seront communiquées par l'Organisme contractant ou son représentant local et contrôler fréquemment que ces consignes sont parfaitement connues des intéressés.

Le Titulaire devra fournir les renseignements nécessaires à l'établissement des badges qui seront exigés pour la circulation de son personnel dans les locaux de l'Organisme contractant.

Les entrées et les sorties du personnel, du matériel et des produits seront contrôlées. Les circulations ou issues ne devront pas être encombrées par les produits ou matériels du Titulaire.

7.5 : STATUT DU PERSONNEL

Le titulaire s'engage à remplir seul ses obligations d'employeur vis-à-vis de son personnel ou des personnels extérieurs qu'il estime devoir rémunérer, dans le cadre du présent marché.

Il est expressément entendu que les agents du titulaire demeurent, à tous les égards, les salariés de ce dernier (législation du travail, sécurité sociale, congés payés, déplacements...) et demeurent placés sous son autorité même si les interventions sont exécutées sur les sites du pouvoir adjudicateur.

Tout accident ou maladie pouvant affecter les agents du titulaire pendant la durée de la prestation relève de la compétence du titulaire.

ARTICLE 8 : OBLIGATIONS DES PARTIES

8.1 : OBLIGATIONS DU TITULAIRE

Le prestataire, tenu à **une obligation de résultat dans les délais prévus par le marché**, doit mettre en œuvre les moyens humains et matériels nécessaires afin de faire face à l'ensemble des prestations décrites dans le CCTP ainsi qu'aux éventuelles surcharges de travail, tout en respectant les règles de l'art en vigueur ainsi que toutes les spécifications techniques. Il prendra toutes les dispositions pour assurer en toute circonstance les prestations objets du marché (variation des besoins en volume ou en fréquence notamment).

Le Titulaire s'engage à mettre en œuvre tous les moyens nécessaires pour exécuter l'ensemble des prestations qui lui sont demandées notamment :

- **Détacher un personnel équipé de vêtements de travail et de matériels de protection appropriés** individuels et collectifs, conformes à la réglementation en vigueur.
- **Prendre contact impérativement avec le Pôle Logistique, lors de chaque intervention.** En cas d'absence de la personne référente, les employés du titulaire manifestent leur présence auprès du Responsable du site. Un bon de passage est envoyé ensuite sous forme dématérialisée.
- **Utiliser des produits respectant les normes françaises et communautaires** en matière de protection de l'environnement et de développement durable. Le titulaire s'interdit l'usage de désherbants chimiques contenant du glyphosate ou tout autre composant présentant un danger pour l'environnement humain, animal et végétal.

Le Titulaire garantit en outre l'organisme contractant que les déchets verts ou déchets assimilables seront traités dans des installations de destruction autorisées conformément à la loi n°76-663 du 19 juillet 1976 modifiée relative aux installations classées pour la protection de l'environnement et à son décret d'application du 21 septembre 1977, respectivement modifiés par la loi du 12 juillet 1992 et le décret du 9 juin 1994 et agréés conformément au décret n° 94-669 du 13 juillet 1994, ou toute réglementation en vigueur durant la validité du marché ou de l'accord-cadre.

Il assume enfin une obligation générale de conseil, d'information et de recommandations.

8.2: OBLIGATIONS DE L'ORGANISME CONTRACTANT

La Caf 92 s'engage à fournir au titulaire l'ensemble des documents et informations dont il aura besoin pour l'accomplissement de sa mission et à permettre au personnel du Titulaire l'accès aux lieux d'intervention aux heures déterminées d'un accord commun.

ARTICLE 9 : OPERATIONS DE VÉRIFICATION ET DE RÉCEPTION

Le pouvoir adjudicateur procède aux vérifications qualitatives destinées à constater que les prestations sont conformes aux prescriptions du CCTP et à l'offre du titulaire. Il est bien entendu que ces vérifications seront réalisées au regard du bon de réalisation sur lequel seront indiquées les informations énumérées à l'article 7.3 du présent document.

La présence du titulaire aux opérations de vérification n'est pas requise, le titulaire n'est pas averti des dates de vérification.

À l'issue de toutes les vérifications, le pouvoir adjudicateur prend les décisions de réception, d'ajournement, de réception avec réfaction ou de rejet dont les termes sont définis ci-dessous :

- réception : la Caf des Hauts-de-Seine reconnaît la conformité des prestations aux stipulations du marché ;
- ajournement : la Caf des Hauts-de-Seine estime que les prestations peuvent être reçues moyennant des mises au point et/ou des corrections à opérer par le titulaire ;
- réception avec réfaction : la Caf des Hauts-de-Seine estime que les prestations, sans entièrement satisfaire aux stipulations du marché, peuvent être reçues en l'état. Dès lors, la Caf des Hauts-de-Seine prend la décision motivée de réduire le montant des prestations à verser au titulaire ;
- rejet : la Caf des Hauts-de-Seine estime que les prestations sont non conformes aux stipulations du marché et ne peuvent être reçues, même après ajournement ou avec réfaction. La Caf des Hauts-de-Seine notifie une décision motivée de rejet.

Seules les décisions de rejet sont notifiées au titulaire par tout moyen permettant de donner date certaine à leur réception. L'absence de notification par la Caf des Hauts-de-Seine de sa décision dans le délai de 8 jours n'entraîne pas la réception implicite des prestations.

En cas de décision de réception avec réfaction, d'ajournement ou de rejet, le titulaire dispose de 5 jours calendaires, quel que soit le type de prestation, pour présenter ses observations et procéder, le cas échéant, aux mises au point et/ou corrections demandées.

Passé ce délai, il est réputé avoir accepté la décision de la CAF. Si des corrections sont demandées, des pénalités de retard, prévues à l'article XX ci-après, peuvent être appliquées.

ARTICLE 10 : CONDITIONS FINANCIERES**10.1 : DEFINITION DES PRIX**

Le marché est conclu uniquement sur la base des prix forfaitaires mentionnés dans la décomposition du prix global et forfaitaire (DPGF) joint à l'Acte d'Engagement du candidat.

Ils comprennent l'ensemble des frais supportés par le titulaire, y compris sa rémunération, pour l'exécution complète et soignée de la prestation.

Les prix couvrent toutes les charges de l'entreprise, les frais généraux, les frais de déplacement, de main d'œuvre, de matériels, les charges sociales, fiscales et parafiscales, la collecte et le traitement des déchets verts, les frais d'assurances, les taxes diverses, les risques d'accident aux personnels ou aux tiers, pouvant survenir lors de l'exécution des prestations (liste non exhaustive) de sorte qu'aucun supplément de quelque nature que ce soit ne puisse s'y ajouter.

10.2 : MOIS D'ETABLISSEMENT DES PRIX

Les prix du présent marché sont réputés établis sur la base des conditions économiques du mois de remise des offres (juin 2025). Ce mois est appelé « mois zéro » (m_0).

10.3 : REVISION DES PRIX

Les prix resteront fermes jusqu'au 30 juin 2026. Au-delà, ils pourront être révisés une fois l'an par le Titulaire selon la formule suivante :

$$P = P_0 \times (0,15 + 0,85 \times (EV_{41} / EV_{40}))$$

Dans laquelle :

P = prix révisé

P₀ = prix initial figurant à l'acte d'engagement pour la première révision, prix suivants pour les révisions suivantes,

EV₄₁ = indice EV4 réf INSEE 001711017 – Travaux d'entretien d'espaces verts (Base 2010 – 01/2023) dernier indice connu à la date de révision

EV₄₀ = même indice – indice du mois d'établissement des prix.

L'application de la révision incombera au titulaire dans sa facturation. À l'appui de sa facture comportant le prix révisé, le titulaire doit fournir les justificatifs (notamment la copie des indices mentionnés dans la formule ci-dessus) permettant à l'organisme de contrôler les paramètres de la formule de révision.

Un mois avant que la révision ne soit applicable, un bordereau des prix révisés, conforme, devra être transmis par le titulaire à la Caisse d'Allocations Familiales des Hauts-de-Seine, afin d'être accepté formellement. Il servira de pièce justificative lors de l'établissement des factures.

10.4 : CLAUSE DE SAUVEGARDE

La Caf 92 se réserve le droit de résilier sans indemnité la partie non exécutée du marché à la date du changement du tarif lorsque celui-ci conduit à une augmentation de plus de 5% par rapport au montant précédent. Dans ce cas, la résiliation ne donne lieu à aucun versement d'indemnité au bénéfice du titulaire.

10.5 : CLAUSE BUTOIR

Dans la mesure où au cours d'une période de quarante-huit (48) mois les prix ainsi révisés viennent à dépasser le seuil de 5 % annuel, par rapport aux prix précédemment pratiqués, la révision globale sera limitée à ce pourcentage.

ARTICLE 11 : LIQUIDATION DES DEPENSES**11.1 : FACTURATION**

La facturation des prestations périodiques s'effectuera après service rendu, trimestriellement, sur la base du forfait annuellement révisé. Aucune prestation non réalisée ne pourra faire l'objet d'une facturation.

Les prestations feront IMPERATIVEMENT l'objet d'un Bon de Réalisation à joindre à la facture, mentionnant a minima le lieu d'exécution, date, et heures d'exécution.

En cas de prestations non prévues dans le forfait, la facturation s'effectuera au titre de chaque bon de commande et après service rendu, sur présentation par le Titulaire des factures conformes correspondantes

En cas d'interruption ou de résiliation d'une prestation, la redevance annuelle forfaitaire sera facturée au «prorata temporis » pour les prestations de base effectivement réalisées.

Chaque facture mentionnera :

- La référence du marché,
- La référence de l'ordre de service s'il y a lieu,
- La référence du ou des devis acceptés par la Caf 92, le cas échéant,
- La date de la prestation,
- Le numéro de compte bancaire du Titulaire,
- Le tarif total H.T. de la prestation,
- Le taux et le montant de la T.V.A.
- Le montant total TTC de la prestation, la date.

Les factures doivent être déposées sur le portail internet Chorus Pro du ministère des Finances : <https://chorus-pro.gouv.fr/>

Le titulaire devra renseigner le SIRET de la CAF 92 (38105099600010) ainsi que le n° d'engagement (numéro du bon de commande ou à défaut en l'absence de bon de commande, le numéro de marché attribué par la CAF92).

Il est rappelé que le portail Chorus Pro n'est destiné qu'à la transmission des seules factures respectant les éléments portés dans le décret n°2019-748 du 18 juillet 2019 relatif à la facturation électronique dans la commande publique date d'émission de la facture, désignation de l'émetteur et du destinataire de la facture, référence de l'engagement ou de la commande, quantité et détermination précise des produits livrés, des prestations et travaux réalisés, etc. Il permet notamment la possibilité de consulter à tout moment l'état d'avancement du traitement de la facture.

Le prestataire peut à titre occasionnel également adresser ses factures à l'adresse suivante : **Caisse d'Allocations Familiales des Hauts-de-Seine - Direction des Ressources – Pôle Logistique - 70/88, rue Paul Lescop - 92023 NANTERRE CEDEX**

11.2 : DELAI GLOBAL DE PAIEMENT

À réception de la facture du titulaire, et sous réserve de conformité de cette demande de paiement aux éléments ci-dessus mentionnés, l'organisme dispose d'un délai maximum de trente (30) jours pour opérer le règlement.

Le défaut de paiement dans ce délai fait courir de plein droit, et sans autre formalité, des intérêts moratoires au bénéfice du titulaire. Ils courent à partir du jour suivant l'expiration du délai global jusqu'à la date de mise en paiement du principal incluse. Le taux des intérêts moratoires est égal au taux de refinancement de la Banque Centrale Européenne, augmenté de huit points.

11.3 : MODALITES DE PAIEMENT

L'Organisme contractant se libérera des sommes dues en exécution du présent marché, par virement en euros, en faisant porter le montant de celles-ci au crédit du compte courant bancaire dont le titulaire aura fourni au préalable un relevé d'identité complet.

11.4 : TAXES

Les paiements convenus donnent lieu à la taxe à la valeur ajoutée, selon la réglementation fiscale applicable à la date d'encaissement ou de débit suivant l'option du fournisseur. La T.V.A. est actuellement fixée au taux de 20 %.

ARTICLE 12 : SOUS-TRAITANCE

12.1 : DISPOSITIONS APPLICABLES AU TITULAIRE

La sous-traitance de la totalité du marché est interdite.

Le titulaire du marché qui envisage de sous-traiter l'exécution de certaines parties du marché, après le dépôt de son offre, devra obligatoirement en faire la demande à la Caf 92.

Il est précisé que le titulaire demeure personnellement responsable de l'exécution de toutes les obligations résultant du marché vis-à-vis de l'organisme demandeur.

Le titulaire demeure, en toutes hypothèses, responsable du sous-traitant, garant des prestations qu'il exécute et du respect des dispositions du marché.

Dans le cas de la prise en charge d'une partie de la prestation par un prestataire tiers, le titulaire précise l'organisation et la répartition des prestations.

En tout état de cause, une déclaration de sous-traitance est produite au pouvoir adjudicateur qui se réserve le droit de refuser le sous-traitant si celui-ci ne devait pas apporter des garanties suffisantes pour assurer la mise en œuvre des prestations ainsi que les mesures de sécurité et de confidentialité mentionnées à l'article 34 de la loi n°78-17 du 6 janvier 1978 modifiée relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés.

En cas d'acceptation par le pouvoir adjudicateur de la sous-traitance, le titulaire s'engage à conclure un engagement de sécurité et de confidentialité reprenant les obligations prévues au présent marché en matière de sécurité et de confidentialité et à le communiquer au pouvoir adjudicateur.

L'acceptation de chaque sous-traitant et l'agrément de ses conditions de paiement sont demandés dans les conditions suivantes :

1° Dans le cas où la demande de sous-traitance intervient au moment du dépôt de l'offre ou de la proposition, le candidat fournit une déclaration mentionnant :

- . la nature des prestations sous-traitées,
- . le nom, la raison ou la dénomination sociale et l'adresse du sous-traitant proposé,
- . le montant maximum des sommes à verser par paiement direct au sous-traitant,
- . les conditions de paiement prévues par le projet de contrat de sous-traitance et, le cas échéant, les modalités de variation des prix,
- . les capacités techniques, professionnelles et financières du sous-traitant (effectifs, moyens techniques, liste des principales références effectuées au cours des trois dernières années, preuve d'une assurance des risques professionnels, chiffres d'affaires, etc.).

Le candidat remet également une déclaration du sous-traitant indiquant qu'il ne tombe pas sous le coup d'une interdiction d'accéder aux marchés publics.

La notification du marché ou de l'accord-cadre emporte acceptation du sous-traitant et agrément des conditions de paiement.

2° Dans le cas où la demande est présentée après le dépôt de l'offre, le Titulaire remet contre récépissé au pouvoir adjudicateur ou lui adresse par lettre recommandée, avec demande d'avis de réception, une déclaration contenant les renseignements mentionnés au 1°.

Le Titulaire établit en outre qu'aucune cession ni aucun nantissement de créances résultant du marché ou de l'accord-cadre ne font obstacle au paiement direct du sous-traitant, dans les conditions prévues à l'article R.2193-22 du décret du 03 décembre 2018 portant code de la commande publique, en produisant soit l'exemplaire unique ou le certificat de cessibilité qui lui a été délivré, soit une attestation ou une mainlevée du bénéficiaire de la cession ou du nantissement des créances.

L'acceptation du sous-traitant et l'agrément des conditions de paiement sont constatés par un acte spécial signé des deux parties.

Les éléments figurant dans l'acte spécial doivent être identiques à ceux mentionnés dans le 1°.

Si le titulaire omet volontairement ou non de mentionner la sous-traitance envisagée, le marché pourra être résilié de plein droit à ses frais et risques.

12.2 : DISPOSITIONS APPLICABLES AUX SOUS-TRAITANTS

Lorsque le montant du contrat de sous-traitance est égal ou supérieur à 600 euros TTC, le sous-traitant, qui a été accepté et dont les conditions de paiement ont été agréées par le pouvoir adjudicateur, est payé directement, pour la partie du marché ou de l'accord-cadre dont il assure l'exécution. Le sous-traitant ne peut renoncer au paiement direct.

Le sous-traitant adresse sa demande de paiement libellée au nom de l'organisme contractant au Titulaire du marché ou de l'accord-cadre, sous pli recommandé avec accusé de réception, ou la dépose auprès du Titulaire contre récépissé. Il libelle les factures au nom du Titulaire et transmet à ce dernier les originaux à l'occasion de la demande de paiement.

Le sous-traitant adresse également sa demande de paiement à l'organisme contractant accompagnée du double des factures et de l'accusé de réception ou du récépissé attestant que le Titulaire a bien reçu la demande ou de l'avis postal attestant que le pli a été refusé ou n'a pas été réclamé.

Le Titulaire dispose d'un délai de 15 jours à compter de la signature de l'accusé de réception ou du récépissé pour donner son accord ou notifier un refus, d'une part au sous-traitant et d'autre part, à l'organisme contractant.

En cas d'accord, le Titulaire joint en double exemplaire à la facture une attestation indiquant la somme à régler par le pouvoir adjudicateur au sous-traitant concerné. Cette somme tient compte de tous les éléments financiers pouvant affecter le règlement financier de la sous-traitance.

Il reprend dans la facture qu'il adresse au pouvoir adjudicateur pour le règlement de ses propres prestations, les prestations sous-traitées en les faisant apparaître distinctement.

L'organisme contractant procède au paiement du sous-traitant dans le délai de 30 jours.

Ce délai court à compter de la réception par l'organisme de l'accord total ou partiel du Titulaire sur le paiement demandé par le sous-traitant ou de l'expiration du délai mentionné de 15 jours cité précédemment si, pendant ce délai, le Titulaire n'a notifié aucun accord ni aucun refus, ou encore de la réception par l'organisme de l'avis postal attestant que le pli a été refusé ou n'a pas été réclamé.

L'organisme contractant informe le Titulaire, des paiements qu'il effectue au sous-traitant.

ARTICLE 13 : PROTECTION DE LA MAIN D'ŒUVRE ET DES CONDITIONS DE TRAVAIL

13.1 : MESURES D'ORDRE SOCIAL

S'agissant de la protection de la main d'œuvre, les obligations qui s'imposent au Titulaire sont celles prévues par les lois et règlements relatifs à la protection de la main d'œuvre et aux conditions de travail du pays où cette main d'œuvre est employée. En outre, le Titulaire est tenu au respect des dispositions des huit conventions fondamentales de l'Organisation internationale du travail (OIT), notamment lorsque celles-ci ne sont pas intégrées dans les lois et règlements du pays où cette main d'œuvre est employée.

Ces huit conventions fondamentales de l'OIT sont :

- la Convention sur la liberté syndicale et la protection du droit syndical (C87, 1948) ;
- la Convention sur le droit d'organisation et de négociation collective (C98, 1949) ;
- la Convention sur le travail forcé (C29, 1930) ;
- la Convention sur l'abolition du travail forcé (C105, 1957) ;
- la Convention sur l'égalité de rémunération (C100, 1951) ;
- la Convention concernant la discrimination (emploi et profession, C111, 1958) ;
- la Convention sur l'âge minimum (C138, 1973) ;
- la Convention sur les pires formes de travail des enfants (C182, 1999).

Le Titulaire doit être en mesure de justifier de ce respect en cours d'exécution du marché, en fournissant, sur simple demande de l'organisme contractant, tous les justificatifs permettant de démontrer qu'il s'impose le respect des obligations et dispositions considérées.

En signant l'Acte d'Engagement du marché, le Titulaire s'engage sur l'ensemble des présentes dispositions ainsi qu'à faciliter un éventuel contrôle du respect des obligations et dispositions en matière de protection et de conditions de travail de la main d'œuvre employée, par un tiers dûment mandaté à cet effet par l'organisme contractant.

Le titulaire ne pourra se prévaloir de son ignorance des règles sociales, sanitaires et de sécurité, notamment celles découlant du code du travail et du code de la santé publique, ainsi que toutes autres règles encadrant le déroulement des prestations. Il reste personnellement responsable des violations et infractions qu'il commet.

13.2 : MESURES PARTICULIERES D'HYGIENE ET DE SECURITE

Le Titulaire et son personnel devront respecter strictement les diverses consignes générales et particulières de sécurité propres au site au sein duquel seront réalisées les prestations, qui leur seront communiquées. Le Titulaire assurera l'exécution des prestations avec les équipements, les matériels et les produits nécessaires selon les règles de l'art et les normes en vigueur.

ARTICLE 14 : PÉNALITÉS

Des pénalités pourront être appliquées au Titulaire, sans préavis, sans mise en demeure préalable dans les cas suivants :

Objets	Pénalités
Non-respect de la fréquence d'exécution/planning d'intervention	30 € par jour et par site dont la fréquence des prestations n'a pas été réalisée
Inexécution ou mauvaise exécution d'une prestation non corrigée dans les 24 heures dès son signalement par le représentant du pouvoir adjudicateur.	50 € par jour jusqu'à l'exécution correcte de la prestation par le titulaire
Utilisation de produit interdit	200 € par infraction
Absence de port de vêtement de travail ou de l'identification	50 € par fait constaté
Non-respect de l'obligation de fournir un bon d'intervention	80 € par fait constaté
Non évacuation des déchets verts	100 € par constat
Manquement aux règles de sécurité	100 € par constat
Sous-traitance occulte ou déclarée après démarrage des prestations par le sous-traitant	1 500 €

Les pénalités susvisées sont susceptibles d'être cumulables si les conditions de leur naissance se trouvent simultanément réunies. Elles sont recouvrables par compensation au moyen de retenues sur le paiement des travaux et prestations à faire.

Par dérogation à l'article 14.1.3 du CCAG-FCS, le Titulaire n'est pas exonéré des pénalités inférieures à 1000 €. Celles-ci ne constituent pas la contrepartie d'une prestation de service, elles sont donc situées hors du domaine d'application de la TVA.

ARTICLE 15 : ASSURANCE

Le titulaire est responsable des dommages de toute nature que son personnel pourrait causer aux biens de la Caisse d'Allocations Familiales des Hauts-de-Seine ou aux personnes (agents ou tiers).

Le titulaire fait en outre son affaire de la réparation des préjudices qu'il pourrait lui-même subir à l'occasion de l'exécution des prestations, objet du présent marché, et renonce à tout recours contre la Caisse d'Allocations Familiales des Hauts-de-Seine.

Le titulaire sera seul responsable de tout dommage résultant de son propre fait ou du fait de ses préposés. Ces derniers resteront sous sa garde (au sens du Code civil) pendant l'exécution des prestations de telle sorte que tous les accidents ou toutes les infractions qui surviendraient relèvent de sa seule responsabilité.

Il lui appartient, en conséquence, de contracter toutes polices d'assurances nécessaires à la couverture des risques qu'il encourt et d'obtenir de ses assureurs qu'ils renoncent à tout recours contre la Caisse d'Allocations Familiales des Hauts-de-Seine.

ARTICLE 16 : MISE EN RÉGIE ET RESILIATION

16.1 : MISE EN REGIE

Le titulaire est astreint à une obligation de résultat : il s'engage à assurer les prestations qui lui sont confiées dans les délais prévus, et prendra toutes mesures pour fournir l'ensemble des moyens humains et matériels nécessaires à la réalisation de ses prestations.

En cas de manquement à cette obligation, les prestations inexécutées ou inachevées pourront faire l'objet d'une mise en régie aux frais et risques du titulaire, sans préjudice d'une éventuelle résiliation, si ce dernier est dans l'incapacité humaine et/ou matérielle de faire face à l'une des demandes de la Caf des Hauts-de-Seine.

16.2 : RESILIATION

Le marché pourra être résilié dans les conditions prévues aux articles 38 à 45 du CCAG-FCS.

Dans le cas où le Titulaire ne respecterait pas ses obligations, le présent marché pourra être résilié de plein droit si le titulaire n'apportait pas remède à son manquement dans un délai maximum de huit (8) jours à compter de la réception d'une mise en demeure adressée par tout moyen permettant de donner date certaine, restée sans effet.

De plus, conformément à l'article 41 du CCAG-FCS, la résiliation du marché pourra être prononcée au tort de l'exploitant, sans aucune indemnité, et, le cas échéant, avec exécution des prestations à ses frais et risques, au cas où par négligence, incapacité ou mauvaise foi, le titulaire ne remplirait pas les obligations du marché, et aussi dans tous les cas où il aurait tenté de tromper l'Organisme sur la qualité des fournitures et des prestations.

ARTICLE 17 : CESSION OU NANTISSEMENT DE CREANCES

Les créances nées ou à naître dans le cadre du marché ou de l'accord-cadre peuvent être cédées ou nanties conformément aux dispositions des articles R.2191-46 à R.2191-62 du code de la commande publique. La personne habilitée à fournir les renseignements mentionnés à l'article R.2191-60 dudit code est le Directeur de l'organisme ou son représentant habilité.

ARTICLE 18 : CHANGEMENT DE SITUATION DU TITULAIRE

Le Titulaire est tenu de notifier sans délai au pouvoir adjudicateur, les modifications survenant au cours de l'exécution du marché ou de l'accord-cadre et qui se rapportent aux personnes ayant le pouvoir de l'engager, à la forme juridique sous laquelle il exerce son activité, à sa raison sociale ou à sa dénomination, à son adresse ou à son siège social, à son relevé d'identité bancaire, et de façon générale, à toutes les modifications importantes de fonctionnement du Titulaire pouvant influencer sur l'exécution du marché ou de l'accord-cadre.

Tout changement de raison sociale ou de dénomination sociale, de siège social ou de domicile, du compte à créditer, doit être notifié par lettre recommandée avec accusé de réception au pouvoir adjudicateur. Cette notification doit être appuyée, selon les cas, soit du nouveau R.I.B., soit d'un exemplaire du journal d'annonces légales relatant la décision de l'Assemblée Générale de la Société.

Lorsque le changement entraîne la création d'une nouvelle personne morale (fusion, absorption, reprise de société dans le cadre d'une liquidation judiciaire, etc.) ou d'une nouvelle personne physique, il convient d'établir un avenant de transfert entre le pouvoir adjudicateur et le nouveau Titulaire. Il doit apporter la preuve qu'il peut assurer la continuité des prestations.

Le pouvoir adjudicateur vérifie d'une part que le nouveau Titulaire dispose des moyens financiers et techniques lui permettant d'assurer la continuité du marché ou de l'accord-cadre, vérifie la régularité des certificats attestant de sa situation fiscale et sociale et s'assure de l'absence de liens juridiques ou financiers incompatibles avec l'exécution du marché ou de l'accord-cadre. En cas de redressement ou de liquidation judiciaire, le jugement instituant la procédure devra être notifié immédiatement à l'Organisme contractant par le Titulaire du marché ou de l'accord-cadre.

ARTICLE 19 : OBLIGATIONS FISCALES ET SOCIALES – LUTTE CONTRE LE TRAVAIL ILLÉGAL

Le Titulaire s'engage à fournir spontanément tous les six mois et jusqu'à la fin de l'exécution du marché, les documents mentionnés aux articles D. 8222-5 et D. 8222-7 du Code du travail ainsi que l'attestation de vigilance datée de moins de 6 mois de fourniture des déclarations sociales et de paiement des cotisations et contributions de sécurité sociale prévue à l'article L243-15 du code la sécurité sociale émanant de l'Urssaf et la liste nominative des salariés étrangers employés par le cocontractant et soumis à autorisation de travail mentionnée aux articles L.5221-2, 3 et 11 du code du travail.

Les pièces et attestations mentionnées ci-dessus sont obligatoirement déposées par le titulaire sur le site **e-attestations.fr** (pas d'envoi par mail) mise à sa disposition gratuitement par l'organisme contractant. Faute de produire les documents précités, le marché pourra être résilié aux torts du Titulaire sans que celui-ci puisse prétendre à une indemnité.

ARTICLE 20 : LANGUE

Les correspondances et tous documents relatifs au marché sont émis en Français.

ARTICLE 21 : REGLEMENT DE LITIGES

En cas de litige, le droit français est seul applicable. En cas de litiges nés du présent marché qui ne pourrait être réglés par voie d'arbitrage, la juridiction compétente sera celle dont relève l'Organisme contractant.

ARTICLE 22 : DEROGATIONS

À l'article 12 du CCAP, il est fait dérogation à l'article 14 du CCAG-FCS concernant les pénalités.
